

LA LETTRE ECO

N°153

14 novembre 2015



Pensées aux victimes des effroyables évènements du 13 novembre à Paris ainsi qu'aux familles et aux forces de sécurité.

SOMMAIRE DE LA LETTRE N°153

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier
- Le pétrole en pleine dépression
- Les bourses ne savent toujours pas sur quel pied danser

Si vous étiez absent cette semaine...

- Croissance 2015, l'essentiel est fait pour la France
- France, l'emploi suit à distance la croissance
- L'Italie à petit train de sénateur
- Quand l'OCDE en appelle aux dépenses publiques...

Le Coin de la Conjoncture

- Le Japon toujours à la recherche de la martingale
- Zone euro, les investissements à la traîne
- C'est bien connu, c'est la faute au temps libre si tout va mal

Le Coin des Tendances

- L'ascension sociale est géographiquement inégalitaire
- Le secteur de la communication et de l'information, un poids lourd du secteur tertiaire

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS

Le tableau financier de la semaine

	Résultats 13 novembre 2015	Evolution Sur 5 jours	Résultats 31 déc. 2014
CAC 40	4 807	-3,54 %	4 272
Dow Jones	17 245	-3,71 %	17 823
Nasdaq	4 927	-4,26 %	4 777
Daxx Allemand	10 708	-2,54 %	9 805
Footsie	6 118	-3,71 %	6 566
Euro Stoxx 50	3 360	-3,10 %	3 003
Nikkei	19 596	+1,72 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans (taux BDF 11 nov.)	0,9330 %	0,9620 %	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans (13 nov.)	0,555	0,692 %	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans (13 nov.)	2,275 %	2,331 %	2,17 %
Cours de l'euro / dollars (13 nov. 21H00)	1,0728	-0,08 %	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars	1082	-0,5 %	1 187
Cours du baril de pétrole Brent en dollars (13 nov.)	44,3	-7,05 %	57,54

Le pétrole en pleine dépression

Le pétrole a perdu plus de 7 % de sa valeur en 5 jours. L'OPEP a beau crié qu'en 2016, il y aura un déficit d'offre, les acteurs du marché font plutôt confiance aux pronostics de l'Agence Internationale de l'Energie. L'OPEP a été néanmoins forcée d'admettre dans un rapport, que l'excédent d'offre pourrait être de 560.000 barils par jour d'ici 2016 si sa production se maintient au rythme de celle d'octobre, à 31,38 millions de bps.

Dans le cadre de ses dernières prévisions, l'Agence Internationale de l'Energie considère que le cours du baril ne devrait pas dépasser 80 dollars, d'ici la fin de la décennie, tout en restant prudente.

Selon l'AIE, la demande devrait augmenter, en moyenne chaque année, de 900.000 barils par jour d'ici 2020, soit un rythme inférieur aux précédentes prévisions. Le ralentissement de la Chine et des pays émergents influent fortement sur l'évolution de la demande. Par ailleurs, au niveau de l'offre, il faut prendre en compte le retour progressif de l'Iran. Néanmoins, l'agence souligne que les investissements dans le pétrole baisseront de plus de 20 % cette année, cette contraction devant se poursuivre. 200 milliards de dollars de projets d'investissement seraient en jeu avec à la clef la suppression de plusieurs milliers d'emplois. L'AIE souligne qu'un rééquilibrage des prix plus rapide n'est pas à écarter. « Le processus d'ajustement du marché pétrolier se fait rarement en douceur », rappelle en effet l'agence...

Par ailleurs, les cours du brut ont fortement baissé en raison des données sur les stocks publiées par le département américain de l'Energie. Les stocks de pétrole brut ont augmenté de 4,2 millions de barils la semaine dernière aux Etats-Unis, quatre fois plus que ce qu'attendaient les analystes.

Les bourses ne savent toujours pas sur quel pied danser

Toujours dans l'expectative du signe indien qui viendrait confirmer la hausse des taux directeurs de la FED, les investisseurs ont préféré, en Europe, engranger quelques bénéfices toujours utiles en fin d'année pour arrondir les résultats. Le CAC 40 a connu sa plus mauvaise semaine depuis la fin août.

SI VOUS ETIEZ ABSENT CETTE SEMAINE

Croissance 2015, l'essentiel est fait pour la France

La France a renoué avec la croissance au 3^{ème} trimestre après avoir enregistré une stagnation au cours du 2^{ème}. Le taux de croissance a ainsi atteint 0,3 % entre juillet et septembre.

Au troisième trimestre, la France a fait jeu égal avec l'Allemagne qui a connu une petite décélération passant de 0,4 % au 2^{ème} trimestre à 0,3 % au 3^{ème}. En rythme annualisé, la France bat même l'Allemagne, 1,4 % contre 1,3 %. Ce n'est pas grand-chose mais cela fait du bien au moral... L'Allemagne, du fait de sa spécialisation industrielle et sa forte dépendance aux exportations, souffre davantage que la France du ralentissement des pays émergents. Les biens d'équipement et les produits industriels haut de gamme se vendent moins en période de crise. Les pays qui dépendent également des exportations de matières premières et du pétrole en particulier achètent également moins de produits allemands. La croissance française repose avant tout sur les services (79 % de la valeur ajoutée des branches, le tiers des exportations...). Le secteur tertiaire est, par nature, moins cyclique.

Au cours du troisième trimestre, la croissance française a été portée par la consommation et l'investissement des entreprises. En revanche, le commerce extérieur a contribué négativement à l'évolution du PIB. La progression du pouvoir d'achat des ménages, générée par la faible inflation, explique la bonne tenue de la croissance. L'amélioration de la confiance tant des consommateurs que des affaires laisse présager un bon quatrième trimestre. Le taux de croissance de ce dernier trimestre devrait se situer entre 0,3 et 0,4 %. Le taux de croissance sur l'ensemble de l'année devrait être donc de 1,1 à 1,2 % mettant fin à trois années de stagnation.

La demande intérieure contribue à la croissance grâce à la consommation

La demande intérieure finale (hors stocks) contribue à la croissance du PIB pour +0,3 point après +0,1 point au deuxième trimestre.

La consommation toujours portée par l'amélioration du pouvoir d'achat des ménages

Les dépenses de consommation des ménages ont augmenté de 0,3 % contre une stagnation au deuxième trimestre. Les dépenses d'énergie ont fortement progressé +1,6 % après -2,1 %, les acteurs économiques reconstituant leurs stocks en profitant des faibles prix de l'énergie. En revanche, les achats d'automobiles sont restés stables, après deux trimestres de hausse. Les dépenses en services continuent de progresser modérément (+0,2 % comme au trimestre précédent).

L'investissement toujours à la peine malgré la reprise de celui des entreprises

Au troisième trimestre 2015, la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) n'a progressé que de 0,1 % contre une baisse de 0,1 % au deuxième trimestre. Cela reste le maillon faible de la croissance française. L'accélération de l'investissement des entreprises non financières est une bonne nouvelle même si elle ne permet pas de compenser le retard accumulé ces dernières années. La FCBF des entreprises a, en effet, progressé plus vite au troisième qu'au deuxième (+0,7 % après +0,5 %). En revanche, l'investissement des ménages continue de baisser même si le rythme décélère (-0,5 % après -1,1 %).

Les collectivités publiques et en premier lieu les collectivités territoriales diminuent toujours leur effort d'investissement. Le cycle électoral en cours et la réduction des concours de l'Etat ont des incidences directes sur l'investissement. En effet, l'investissement des administrations publiques diminue de 1 % au troisième trimestre après une baisse de 0,8 % au deuxième.

Le repli de la FCBF des ménages et des administrations publiques se traduit par un recul de l'investissement en construction (-0,8 % après -1,0 %).

Les échanges extérieurs n'alimentent plus la croissance

La contribution extérieure est négative, de 0,7 % contre une contribution positive de 0,4 % au 2^{ème} trimestre. Les exportations se contractent de 0,6 % au 3^{ème} trimestre contre une hausse de 1,9 % au 2^{ème} trimestre quand, dans le même temps, les importations progressent (+1,7 % après +0,5 %). La France n'échappe pas au ralentissement des pays émergents. La récession en Russie et le ralentissement en Chine se font ressentir.

La bonne tenue de la consommation et la reprise de l'investissement expliquent l'augmentation des importations. La dépréciation de l'euro, plus de 10 % depuis le 1^{er} janvier, n'a pas permis au 3^{ème} trimestre une hausse des exportations.

Les entreprises ont reconstitué leurs stocks pour la fin de l'année

Les variations de stocks ont contribué positivement à la croissance après un léger déstockage au 2^{ème} trimestre (+0,7 point après -0,4 point). Les entreprises anticipent un bon 4^{ème} trimestre.

La production est en hausse mais le bâtiment souffre

La production de biens et services se redresse au troisième trimestre (+0,4 %) après une quasi-stabilité le trimestre précédent (-0,1 %).

La production des branches manufacturières rebondit (+0,3 % après -0,6 %), notamment celle de cokéfaction-raffinage qui avait chuté au deuxième trimestre en raison de l'arrêt temporaire de raffineries.

La production de services marchands accélère légèrement (+0,6 % après +0,3 %). La situation reste compliquée pour la construction qui enregistre une contraction de 0,8 % au 3^{ème} trimestre faisant suite à une baisse de 0,9 % au 2^{ème} trimestre.

L'année 2015 ne sera pas un grand cru mais elle aura au moins permis de mettre un terme à une longue phase de stagnation qui aura plus que prévu rongé le potentiel de rebond de l'économie française. Hors événements désastreux, l'année prochaine devrait connaître une accélération de la croissance.

France, l'emploi suit à distance la croissance

La France connaît une légère amélioration au niveau de l'emploi. Le troisième trimestre a connu une petite augmentation de l'emploi marchand non agricole (+14 900, soit +0,1 %, après +23 800 au deuxième trimestre). Sur un an, il progresse de 49 200 (soit +0,3 %).

En revanche, la situation ne s'améliore pas dans l'industrie (-0,4 % au troisième trimestre, soit -12 800 emplois) et surtout dans la construction (-0,8 %, soit -10 000 emplois).

Sans surprise, l'emploi marchand est toujours porté par le secteur tertiaire (+0,3 %, soit +37 800 emplois, après +0,4 % au trimestre précédent). Hors intérim, l'emploi du secteur tertiaire continue également d'augmenter (+0,2 %, soit +20 200, après +0,2 % au trimestre précédent).

L'emploi reste porté par l'intérim

En retirant l'intérim, sur un an, l'emploi marchand continue de baisser (-2 700). Sur un an, l'emploi intérimaire est en forte hausse sur un an (+51 500, soit +10,0 %). Pour le troisième trimestre, la hausse est de 3,2 % contre 3,6 % au deuxième.

L'Italie à petit train de sénateur

Le Produit intérieur brut (PIB) de l'Italie au 3^{ème} trimestre n'a progressé que de 0,2 % par rapport au précédent. Ce résultat a déçu. Il s'inscrit en baisse par rapport au 2^{ème} trimestre, 0,3 % et par rapport au 1^{er} trimestre, 0,4 %.

Sur un an, le PIB du troisième trimestre a progressé de 0,9 % quand les économistes attendaient 1 %. Il n'en demeure pas moins que l'Italie connaît sa plus forte expansion depuis la mi-2011. La progression acquise pour l'année 2015 est de 0,6 %. La hausse du PIB est le produit d'une hausse de la valeur ajoutée dans tous les secteurs : agriculture, industrie et services.

La demande interne a eu une contribution positive, contrairement à la demande étrangère, précise l'institut statistique italien. La péninsule comme l'Allemagne est pénalisée par le tassement du commerce international et par le ralentissement des pays émergents.

Quand l'OCDE en appelle aux dépenses publiques...

Sur fond de ralentissement économique des pays émergents et des échanges internationaux, l'OCDE a révisé à la baisse ses prévisions économiques. Le taux de croissance mondiale serait, cette année, inférieur à 3 %. Il serait, en effet de 2,9 % et de fait plus faible que sa moyenne de long terme. L'OCDE a souligné que de nombreuses incertitudes existaient au niveau de l'économie mondiale pouvant provoquer un ralentissement plus accentué. Néanmoins, pour les prochaines années, l'organisation internationale entrevoit une légère accélération de la croissance qui devrait atteindre 3,3 % en 2016 et 3,6 % en 2017. Cela suppose que la Chine opère un rééquilibrage en douceur de son activité et que les économies avancées enregistrent une hausse sensible de leurs investissements.

Pour les États-Unis, l'OCDE considère que la production reste sur une trajectoire de croissance solide grâce à la consommation des ménages. Le PIB devrait augmenter de 2,5 % l'année prochaine et de 2,4 % en 2017.

L'OCDE reste relativement confiante pour la zone euro où la reprise devrait s'accélérer, grâce à la politique monétaire accommodante, la baisse des cours du pétrole et le ralentissement du rythme du resserrement budgétaire. La croissance de l'activité devrait atteindre 1,5 % en 2015, 1,8 % en 2016 et 1,9 % en 2017. La croissance de la France devrait atteindre 1,1 % en 2015. Elle pourrait être 1,3 % en 2016 et 1,6 % en 2017.

Le Japon est retourné en stagnation en 2015 en raison du ralentissement des pays asiatiques et des tendances structurellement déflationnistes de son économie. L'OCDE voit au mieux une croissance de 1 % en 2016 et de 0,5 % en 2017 du fait de l'augmentation des taxes sur la consommation.

En Chine, la croissance économique devrait être de 6,8 % en 2015. La croissance devrait se rapprocher de 6 % à l'horizon 2017. L'OCDE souligne que cet atterrissage ne sera pas facile à réaliser et qu'une sortie de route n'est pas impossible.

La situation apparaît complexe pour de nombreux pays émergents avec un karma de moins en moins bon : baisse des prix des produits de base, durcissement des conditions de crédit, sorties de capitaux, fortes dépréciations monétaires, ralentissement des échanges internationaux, augmentation des coûts de production, inflation.

Le Brésil et la Russie doivent faire face à des contractions sévères de leur PIB. Le retour de la croissance dans ces deux pays n'est pas attendu avant 2017.

En revanche, les perspectives de croissance restent bonnes en Inde, avec un taux de croissance supérieur à 7 % au cours des prochaines années, sous réserve que la mise en œuvre des réformes structurelles se poursuive.

L'OCDE demande aux pays du G20 de se montrer plus ambitieux dans leurs mesures de soutien à la demande et de poursuivre leurs politiques de réformes structurelles, afin d'accroître la croissance potentielle.

L'OCDE indique que les politiques publiques doivent soutenir la demande à court terme, y compris au moyen du maintien de politiques monétaires et budgétaires accommodantes. Elle réclame une action forte en faveur de l'investissement public.

Les perspectives économiques examinent également l'impact de la crise des réfugiés en Europe sur l'emploi et la fiscalité, et publiera ce jeudi, en amont du Sommet du G20 à Antalya, une note de travail à ce sujet.

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Le Japon toujours à la recherche de la martingale

Le Japon doit faire face à un net ralentissement de son activité ; la croissance flirte désormais avec le zéro. Toujours confronté à une demande intérieure atone, en raison d'un déclin démographique et de blocages structurels récurrents, le pays du Soleil levant est impacté par le ralentissement des pays émergents d'Asie. Le Gouvernement doit, par ailleurs, faire passer un plan d'augmentation d'impôts afin de rééquilibrer autant que possible les comptes publics ; mais ce plan s'il était appliqué ce qui n'est pas certain aurait un effet récessif évident.

Pour endiguer les menaces déflationnistes, le Premier Ministre japonais, Shinzo Abe, a demandé mercredi dernier à ses ministres de lui présenter d'ici la fin du mois un nouveau plan d'action avec comme objectif une augmentation du PIB de 20 % en cinq ans.

Le Premier Ministre veut inciter les entreprises à investir et à augmenter les salaires pour générer un cycle de croissance porté par le secteur privé. Cela suppose que le taux de croissance atteigne 2 % par an ce qui constituerait une véritable rupture par rapport à la tendance passée. Le potentiel de croissance du Japon est pour l'heure pratiquement nul. Les dernières annonces du Premier Ministre n'ont pas convaincu les experts japonais d'autant plus que la libéralisation du marché du travail tarde.

Zone euro, les investissements à la traîne

Depuis 2009, la zone euro souffre d'un excès d'épargne et d'une insuffisance chronique de l'investissement. Pour le moment, la politique monétaire accommodante de la Banque Centrale européenne n'a pas réellement pu influencer sur ce déséquilibre. Le taux d'épargne privée avoisine 25 % quand l'investissement est inférieur à 20 % du PIB. L'investissement public a fortement reculé passant de 3,6 à 2,7 % du PIB au sein de la zone euro de 2008 à 2014. Le plan Juncker apparaît bien modeste pour relancer l'investissement public ; sa mise en œuvre est, en outre assez lente.

Il y a un an, la Commission européenne avait lancé son « plan d'investissement pour l'Europe » avec à la clef 315 milliards d'euros sur 3 ans pour les investissements

publics et privés (2015-2017). Dans un rapport publié au mois de décembre 2014 environ 2 000 projets ont été recensés dans toute l'Europe. Avec l'effet de levier c'est l'équivalent de 1 300 milliards d'euros d'investissements potentiels. Au mois de juillet, le Fonds européen pour les investissements stratégiques (FEIS), la plateforme de conseil en investissement et le portail européen de projets d'investissement ont été lancés. Néanmoins, compte tenu des premiers résultats, il apparaît que l'effet de levier pour le secteur privé est inférieur à ce qui était attendu ce qui réduit d'autant l'efficacité du plan européen de relance de l'investissement.

L'épargne privée s'investit toujours aussi peu dans des projets européens. Cette épargne résulte des excédents des paiements courants et de la volonté des acteurs économiques de réduire leur endettement. Ce surplus d'épargne finance avant tout des investissements étrangers et des titres publics. Ce choix est certes la conséquence de la mondialisation et de la recherche d'une meilleure rentabilité, il obéit, par ailleurs, à la règle selon laquelle les investisseurs qui ne choisissent par le grand large, optent pour la sécurité.

La politique monétaire ne peut pas, à elle seule, rapprocher épargne et investissement. Les investisseurs ont choisi de se délester de titres publics pour investir à l'international. La politique monétaire peut du fait des taux bas et des injections de liquidité accroître les déséquilibres en favorisant les distorsions des prix des actifs et la hausse de la volatilité.

Les pouvoirs publics européens, encore marqués par la crise des dettes publiques de 2011, ne sont pas disposés à relancer l'investissement public. Les dernières règles budgétaires, les cadres prudentiels des banques et des compagnies d'assurances ne facilitent pas, à court terme, une réorientation de l'épargne vers l'investissement productif.

C'est bien connu, c'est la faute au temps libre si tout va mal

De 1890 à 2012, le taux de croissance du PIB par habitant est de 1,8 % en France, de 2,6 % au Japon, de 2 % aux Etats-Unis et de 1,5 % au Royaume-Uni. Le PIB par habitant a été multiplié par 9 entre 1890 et 2012 en France, par 11 aux Etats-Unis, par 6 au Royaume-Uni et par 23 au Japon.

La croissance s'effectue par vagues. Ainsi, en France, les deux principales vagues sont intervenues dans les années 20 et durant les Trente Glorieuses. La France connaît, alors, une croissance du PIB par habitant de 4,2 % en moyenne par an. Cette forte croissance doit être relativisée. Elle est le produit d'un rattrapage après la Seconde Guerre Mondiale. Les Etats-Unis diffèrent de la France et de la zone euro en ayant connu une vague durant les années 40 du fait de la guerre et une plus petite durant les années 90 avec les nouvelles technologies de l'information.

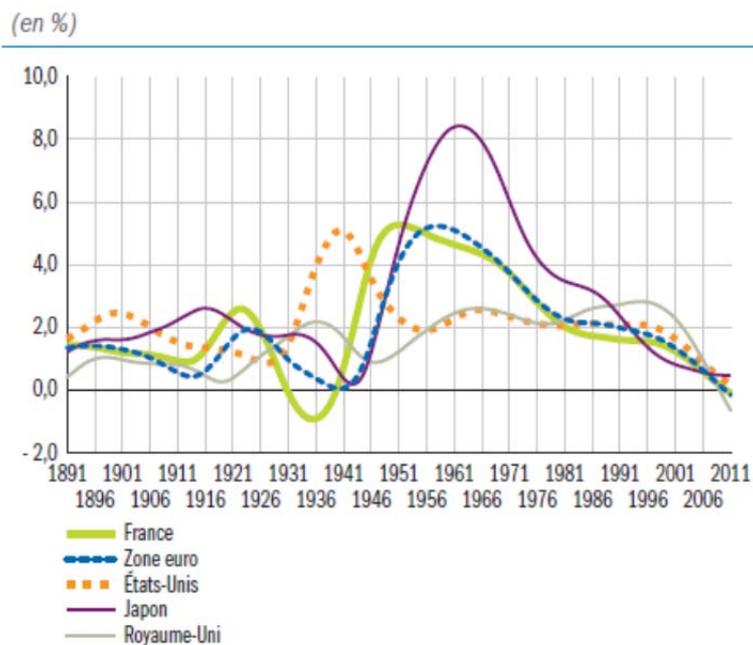
La hausse du PIB a été provoquée par la croissance générale des facteurs de production et l'intensité capitaliste. Sur la période, en revanche, le facteur travail brut joue de manière négative en raison de la baisse générale des heures travaillées.

Néanmoins, il faut corriger ce facteur par l'augmentation de la population active associée justement à une augmentation de la productivité.

Après le phénomène de rattrapage constaté de 1950 à 1974 au Japon et au sein de la zone euro, une convergence avec les Etats-Unis est enregistrée. Le taux passe ainsi de 4,9 % entre 1950 et 1974 pour le PIB par habitant au sein de la zone euro à moins de 2 % entre 1974 et 1995. Le taux s'affaïsse à 1,1 % entre 1995 et 2012. Ce ralentissement concerne tous les pays de l'OCDE à l'exception du Canada, de l'Australie, de la Finlande et de la Suède qui au contraire connaissent une augmentation de leur PIB par habitant. Les Etats-Unis et le Royaume-Uni subissent une érosion de la croissance du PIB par habitant mais moins forte que les pays de la zone euro.

La contribution de l'emploi est fortement négative au sein de la zone euro et au Japon en raison de la montée en puissance des loisirs et de la réduction du temps de travail. La France a freiné l'offre de travail en jouant sur les vacances et sur la durée du travail. Ce choix collectif a atténué l'accroissement démographique provoqué par l'arrivée à l'âge actif des baby-boomers et par la progression du travail féminin. Depuis 1995, la contribution du travail à la croissance est contrastée avec une diminution du taux d'emploi des jeunes et la progression de celle des seniors.

Evolution du taux de croissance du PIB par habitant



Source : Bergeaud, Cette et Lecat (2014b)

L'ascension sociale est géographiquement inégale

L'ascension sociale qui se mesure par la probabilité des enfants de dépasser leurs parents au niveau des catégories socio-professionnelles ou en matière de revenus, dépend non seulement du niveau de formation mais aussi, selon une récente étude de France Stratégie, du lieu de résidence. Ainsi, les chances d'ascension sociale des individus d'origine populaire (soit les enfants d'ouvriers et d'employés) varient du simple au double selon leur département de naissance.

Contrairement aux idées reçues, l'ascension sociale demeure une réalité. Au niveau national, entre les générations des baby-boomers de 1950-1964 et les générations 1965-1979, le taux de mobilité ascendante est passé de 25 % à 33 %. Tous les départements de naissance ont connu une augmentation sauf dans l'Hérault.

La probabilité pour un enfant d'ouvrier d'accéder à un statut de cadre supérieur ou de profession intermédiaire est passée de 25 % à 33 % ; elle est restée stable pour les enfants d'employés, autour de 50 %. Selon les enquêtes Emploi de l'Insee, la mobilité ascendante chez les enfants de classes populaires sortis de l'école a augmenté de 10 points depuis les années 1980.

L'augmentation de la mobilité ascendante est le résultat de l'augmentation du niveau scolaire depuis 30 ans. Par ailleurs, les emplois exigent, aujourd'hui, plus de formation qu'il y a 40 ans. Le nombre de cadres s'est fortement accru. Les classes moyennes et supérieures représentaient moins de 20 % des actifs en 1970 contre plus de 40 % en 2014. De ce fait, l'évolution du monde du travail conduit à une ascension sociale.

Pour s'élever socialement, il vaut mieux résider au sein d'une grande métropole dynamique disposant de nombreux centres de formation.

De 1977 à 2013, L'Île-de-France demeure toujours en tête en matière d'ascension sociale. 40 % des jeunes actifs issus des classes populaires et originaires d'Île-de-France occupent des positions professionnelles moyennes ou supérieures.

En revanche, trois régions du Nord de la France connaissent une nette dégradation en matière d'ascension sociale (Picardie, Nord-Pas-de-Calais, Champagne-Ardenne). Le taux d'ascension est plus faible en 2013 que dans les années 70. Les trois régions de l'Ouest et du Centre-Ouest (Limousin, Poitou-Charentes, Basse Normandie) connaissent également un ralentissement de leur mobilité sociale ascendante. Les régions en proie à la désertification industrielle n'ayant pas réussi à trouver de nouveaux relais de croissance sont pénalisées. Comme la formation joue un rôle accru dans les années 2000 par rapport aux années 70, les régions qui n'ont pas d'établissements d'enseignement supérieurs de haut niveau sont fragilisées. Les meilleurs jeunes partent de ces régions pour s'installer dans des régions voisines ayant un plus fort potentiel. C'est le cas de l'Île-de-France qui accueille de nombreux jeunes en provenance de toutes les régions périphériques et au-delà.

Il n'est donc pas surprenant que la Picardie soit la région où les chances de mobilité sociale ascendante demeurent les plus faibles sur les deux périodes. Les marges de

l'Île-de-France sont aujourd'hui des territoires à faibles ascensions sociale, la région capitale ayant aspiré leurs meilleurs éléments.

Parmi les régions à forte mobilité sociale, se trouvent la Bretagne et la région Midi-Pyrénées. La situation s'est améliorée ces trente dernières années, le taux de mobilité ascendante passant de 27 % à 37 %. Le dynamisme de Toulouse et des grandes villes bretonnes expliquent cette évolution tout comme la qualité des formations délivrées. Une activité économique autonome et l'existence de pôles universitaires expliquent cette évolution. Le taux de mobilité s'améliore également en Alsace et dans les Pays de la Loire.

Enfin, trois régions qui affichaient une mobilité élevée à la génération des baby-boomers voient leur classement se dégrader : la Lorraine, l'Auvergne et surtout le Languedoc-Roussillon. Cette dernière région passe de la 7^{ème} à la 15^{ème} place au sein du classement des régions. La région Languedoc-Roussillon souffre d'un manque de diversification économique et d'un nombre insuffisant d'établissements supérieurs de renom. L'augmentation du chômage des jeunes, plus de 6 points depuis 2009, dans cette région est également la traduction de ce déclin. Le taux de chômage des jeunes atteint plus de 29 % en Languedoc-Roussillon contre une moyenne nationale de 24 %.

Le secteur de la communication et de l'information, un poids lourd du secteur tertiaire

Le secteur de la communication et de l'information qui comprend les entreprises de télécommunication, les services informatiques, les producteurs de logiciels, l'édition, l'audiovisuel... est un secteur majeur de l'économie française. Il compte près de 138 000 entreprises dont 44 % d'entrepreneurs individuels. Ce secteur réalise un chiffre d'affaires de 170 milliards d'euros. Il contribue, à 23 % du chiffre d'affaires des services principalement marchands (hors services financiers) et de leur valeur ajoutée. Il est à l'origine de 28 % de leurs exportations. Il emploie 677 000 salariés en équivalent temps-plein (ETP), soit 18 % des effectifs salariés, hors intérimaires, des entreprises appartenant aux services marchands. Le salaire net moyen (52 400 euros annuels) y est plus élevé d'un cinquième que dans l'ensemble des services marchands, hors activités liées à l'emploi.

Avec l'augmentation des services digitaux, ce secteur continue de croître. Sur la période 2000–2013, la croissance est de 3,7 %, en volume en moyenne annuelle, contre + 2 % dans les services marchands. La seule année de baisse a été, sans surprise en 2009, avec – 1,9 %. La progression de l'activité est portée par les télécommunications (+ 6,2 %) et les activités informatiques (+ 3,4 %). Dans les autres activités, plus traditionnelles, cette évolution moyenne est généralement inférieure à 1 %, surtout dans l'édition (+ 0,4 %).

En 2014 comme en 2013, la production en volume a augmenté de respectivement 2,3 % et 1,7 %. Ce sont les télécommunications (+ 3,9 %), les activités informatiques

(+ 3,1 %) et, de façon moins prononcée, la programmation–diffusion audiovisuelle (+ 0,4 %) qui sont en plus forte croissance. Les autres activités sont en recul : –0,5 % dans l'édition, – 0,9 % dans la production audiovisuelle et – 1,5 % dans les services d'information.

Entre 2000 et 2013, l'emploi salarié dans ce secteur progresse de 0,5 % en moyenne. Il a baissé même dans les télécommunications (– 1,7 %), générant de forts gains de productivité dans le secteur. L'emploi salarié a augmenté de 0,1 % en 2014 après une hausse de 0,5 % en 2013.

Les entreprises du secteur de la communication et de l'information doivent faire face à une concurrence accrue et à la langueur de l'économie française. Cela se traduit par une dégradation de leurs résultats. Ainsi en 2013, pour la deuxième année consécutive, leur taux de marge a diminué (33,1 %, après 34,4 % en 2012), tandis qu'il reste stable dans l'ensemble des services principalement marchands, hors sièges sociaux (29,9 %). La baisse est surtout sensible dans les télécommunications, où ce ratio baisse de 2,5 points, en raison de la guerre des prix sur les services mobiles.

Les entreprises de ce secteur continuent, en revanche, d'investir. En 2013, les investissements augmentent de 8 % en valeur et le taux d'investissement de 1,2 point (12,5 % au lieu de 11,3 % en 2012). Cette hausse provient surtout des télécommunications (+ 13 %), qui génèrent près des deux tiers des investissements du secteur. Ce sont les opérateurs téléphoniques qui du fait du déploiement de la 4G portent l'investissement.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 15 novembre

Réunion du G20 en Turquie

Au **Japon**, sera connu **le taux de croissance du 3^{ème} trimestre**. Après un recul de 0,3 point au 2^{ème} trimestre, le PIB aurait stagné au 3^{ème}.

Lundi 16 novembre

Seconde journée du G 20 en Turquie

En **Italie**, sera publiée la balance commerciale du mois de septembre.

Pour la **zone euro**, sera rendu public **l'indice des prix à la consommation** du mois d'octobre. L'inflation aurait été de 0,1 % en octobre maintenant le taux annuel à 0 %.

En **Allemagne**, sera publié le **rapport mensuel de la Bundesbank**.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'indice manufacturier de la Fed de New York** pour le mois de novembre.

Mardi 17 novembre

Pour **l'ensemble de l'Europe** seront communiqués **les résultats des immatriculations automobiles** du mois d'octobre.

Au **Royaume-Uni**, sera connu **l'indice des prix** du mois d'octobre.

En **Allemagne**, il faudra **suivre l'enquête ZEW sur la situation courante et sur le sentiment économique** pour le mois de novembre. Cette enquête sera également publiée pour l'ensemble de la zone euro. Pour l'Allemagne, une légère dégradation est attendue.

Aux **Etats-Unis**, **l'indice des prix à la consommation** du mois d'octobre sera publié. Seront également rendus publics, **la production industrielle et le taux d'utilisation des capacités de production** du mois d'octobre. Le taux d'inflation a pu atteindre 0,2 % en octobre. Le taux d'utilisation des capacités de production resterait stable.

Toujours aux **Etats-Unis**, sera communiqué **l'indice NAHB du marché immobilier** pour le mois de novembre.

Au **Japon**, les résultats de **la balance commerciale** du mois d'octobre seront publiés.

Mercredi 18 novembre

Au **Japon**, seront publiés **les résultats du commerce extérieur** avec à la clef une nouvelle dégradation du fait du ralentissement des pays émergents.

Une **réunion de la BCE** est programmée mais elle ne concerne pas la politique monétaire.

En **France**, seront communiquées **les créations d'entreprises** d'octobre. Par ailleurs, **l'Association française de l'assurance (AFA)** présentera une étude sur l'impact des **risques climatiques sur l'assurance** à l'horizon 2040.

Aux **Etats-Unis**, il faudra regarder **les mises en chantier et les permis de construire** du mois d'octobre. Une légère progression est espérée.

Jeudi 19 novembre

Au **Japon**, **l'indice de la production** sera publié. Une déclaration sur la politique monétaire par la Banque centrale est également prévue.

Les résultats de **la balance des comptes courants pour la zone euro** pour le mois de septembre seront publiés.

Au **Royaume-Uni**, les **ventes de détail** du mois d'octobre seront publiées. Seront également rendus publique, **l'enquête sur les tendances industrielles** et les **commandes** du mois de novembre.

Aux **Etats-Unis**, il faudra suivre **l'enquête de la Fed de Philadelphie pour le secteur manufacturier** du mois d'octobre.

Vendredi 20 novembre

Au **Japon**, il faudra suivre **l'indice PMI manufacturier** de novembre et **l'enquête mensuelle économique** de la Banque centrale.

En **Allemagne**, sera publié **l'indice des prix à la production** du mois d'octobre.

L'indice Markit-PMI des services et **l'indice PMI-Composite** du mois de novembre seront publiés pour la **France et l'Allemagne** ainsi que pour la **zone euro**. **L'indice PMI manufacturier** sera publié pour la **France, l'Allemagne, les Etats-Unis et la zone euro**.

Pour la **zone euro**, il faudra regarder **la confiance des consommateurs** de novembre. Une légère dégradation est attendue.

Au **Royaume-Uni**, il faudra suivre **les résultats des comptes courants** de septembre.

Aux Etats-Unis, seront publiés **les indicateurs avancés d'octobre**.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----
Prénom -----
Fonction: -----
Organisme: -----
Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----
Pays
Tél.: -----
E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC